



Le 7 mai 1995, Kaspar Villiger, alors président de la Confédération, s'adressa à l'Assemblée fédérale. Évoquant la fin de la guerre en 1945, il présenta ses excuses pour la politique de la Suisse en matière de réfugiés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Keystone / STR

1945 – 1995: se souvenir, mais comment?

En 1995, la Suisse commémora aussi la fin de la guerre cinq décennies plus tôt par la reconnaissance officielle des erreurs du Conseil fédéral de l'époque en matière de politique de réfugiés. Personne ne se doutait alors que le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale allait devenir un sujet brûlant de la politique extérieure suisse au cours des années suivantes.



Thomas Bürgisser →

Thomas Bürgisser est historien au centre de recherche consacré aux documents diplomatiques de la Suisse (Dodis).



Souvenirs de la fin de la guerre en mai 1945. SRF

Néanmoins, le Conseil fédéral dut tout de même composer avec un nombre inattendu de cérémonies commémoratives en tout genre. «Chaque semaine, on voit apparaître une nouvelle idée quant à la manière de célébrer cet anniversaire», se plaignit le ministre de l'Économie Jean-Pascal Delamuraz lors de la séance du Conseil fédéral du 3 mai 1995. À l'origine, seul un discours du président de la Confédération Kaspar Villiger à la radio et à la télévision était prévu à l'occasion de la Journée de l'Europe. Face au besoin croissant du public de célébrer dignement de cet anniversaire, le Conseil fédéral fit une concession et décida en mars 1995 qu'au soir du dimanche 7 mai, il participerait in corpore à une cérémonie commémorative œcuménique organisée dans la cathédrale de Berne à l'initiative de l'Amitié judéo-chrétienne en Suisse. Le Conseil national et le Conseil des États décidèrent peu après de convoquer également une session extraordinaire du Parlement le 7 mai. L'exécutif ne pouvant évidemment pas ignorer cet événement, Villiger devait donc prononcer son discours lors de la cérémonie au Palais fédéral.



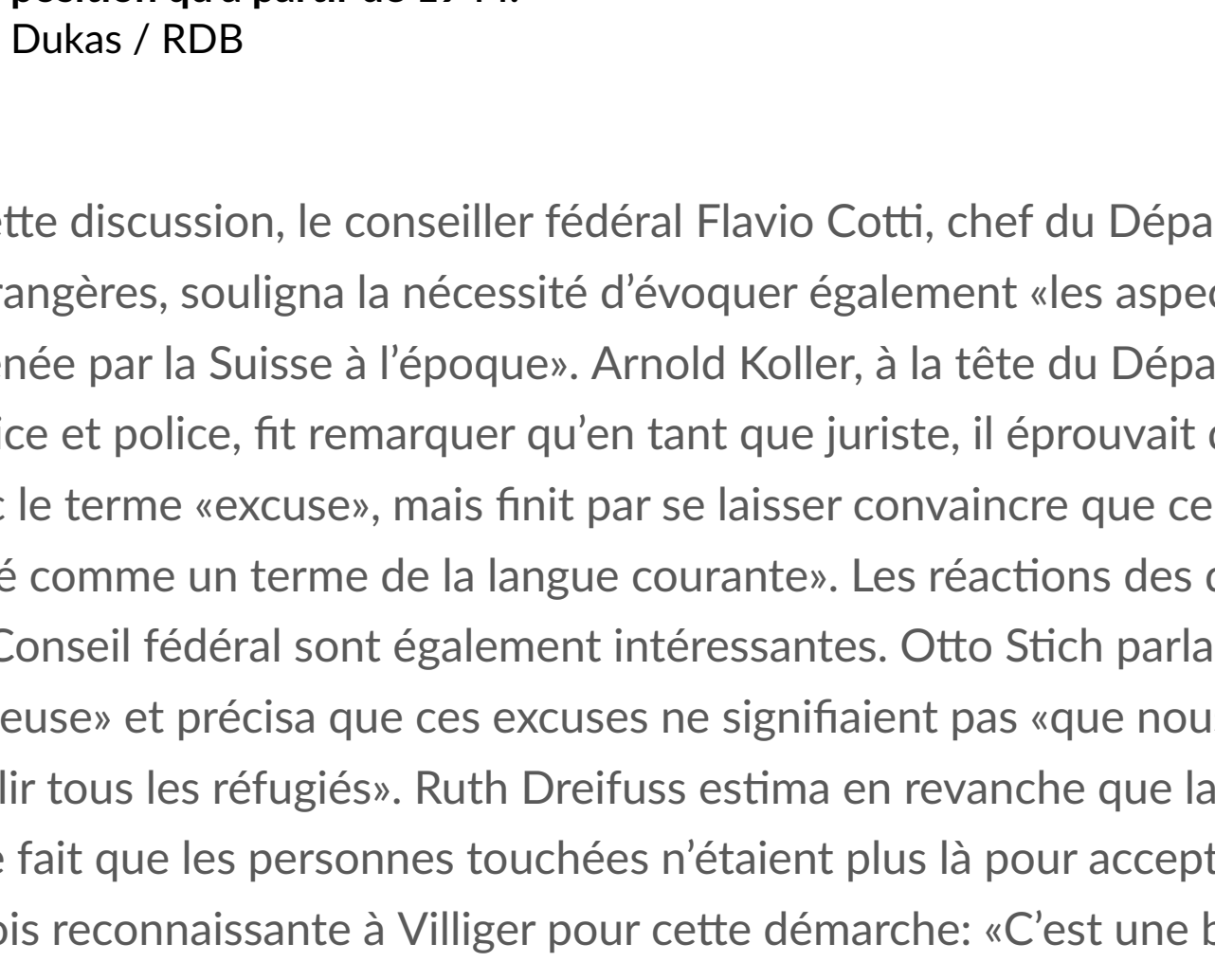
Le 7 mai 1995, le Conseil fédéral réuni au complet participa à une cérémonie commémorant le 50e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Musée national suisse

Ce n'est pas tout: les Archives fédérales, rattachées au Département de l'Intérieur de la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, planifièrent l'organisation à l'automne, dans leurs locaux, de l'exposition «Un nouvel élan vers la paix?» accompagnée d'une publication, de divers objets et photographies datant de la guerre, ainsi que d'une reproduction de barbelés et de baraques de campagne devant l'entrée principale. Parallèlement, le conseiller national socialiste zurichois Andreas Gross demanda la construction d'un mémorial dédié aux réfugiés juifs qui furent refoulés à la frontière, tandis que le conseiller national libéral-radical genevois Peter Tschopp sollicita un crédit spécial de 50 millions de francs pour les activités de promotion de la paix du Comité international de la Croix-Rouge. L'organisation de la session extraordinaire des Chambres fédérales devint un sujet de discorde à mesure qu'elle approchait. Le groupe socialiste protesta ainsi contre le fait que seuls des membres des partis bourgeois allaient s'exprimer dans la salle du Conseil national le 7 mai. Les médias s'emparèrent volontiers de cette controverse, et le sujet fut notamment abordé à la télévision dans le magazine politique «Rundschau» et l'émission-débat «Arena». L'histoire de la Seconde Guerre mondiale suscitait alors un véritable engouement.



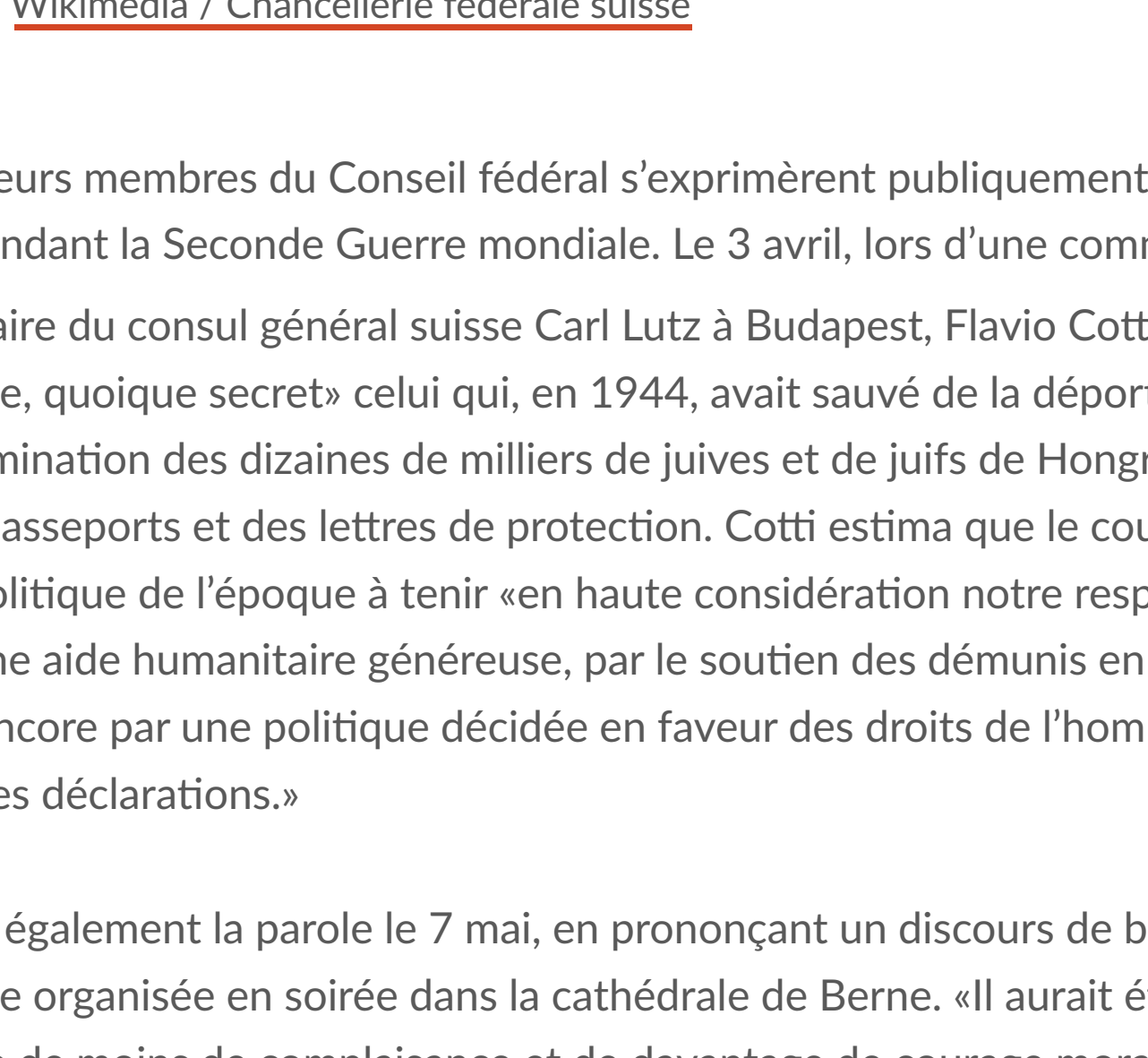
En 1995, les Archives fédérales suisses présentèrent l'exposition «Un nouvel élan vers la paix?». L'entrée principale de leur siège fut réaménagé pour l'occasion. Dodis

Le président de la Confédération Kaspar Villiger présenta finalement des extraits de son discours lors de la séance du Conseil fédéral du 3 mai. «Après mûre réflexion et de nombreuses discussions, le président est parvenu à la conclusion», peut-on lire dans le procès-verbal, «que le Conseil fédéral ferait bien de présenter ses excuses pour les erreurs commises par le passé à l'égard des Juifs persécutés.» Villiger lut alors les phrases clés: «L'Allemagne faisait peur. On craignait qu'une immigration massive n'alimente une surpopulation étrangère. On appréhendait une poussée politique de l'antisémitisme qui existait aussi dans notre pays. Toutes ces inquiétudes pesèrent parfois dans la balance bien plus que notre tradition d'asile et nos principes humanitaires. De pénibles conflits d'intérêts, dans le sillage de peurs démesurées, furent aussi réglés au détriment de l'humanité. Nous avons autrefois fait le mauvais choix au nom d'un intérêt national pris dans son sens le plus étroit. Le Conseil fédéral regrette profondément cette erreur et tient à s'en excuser, tout en restant conscient que pareille aberration est en dernier lieu inexcusable.»



La frontière suisse fut longtemps quasi infranchissable pour les personnes fuyant leur pays. Les autorités n'assouplirent leur position qu'à partir de 1944. Dukas / RDB

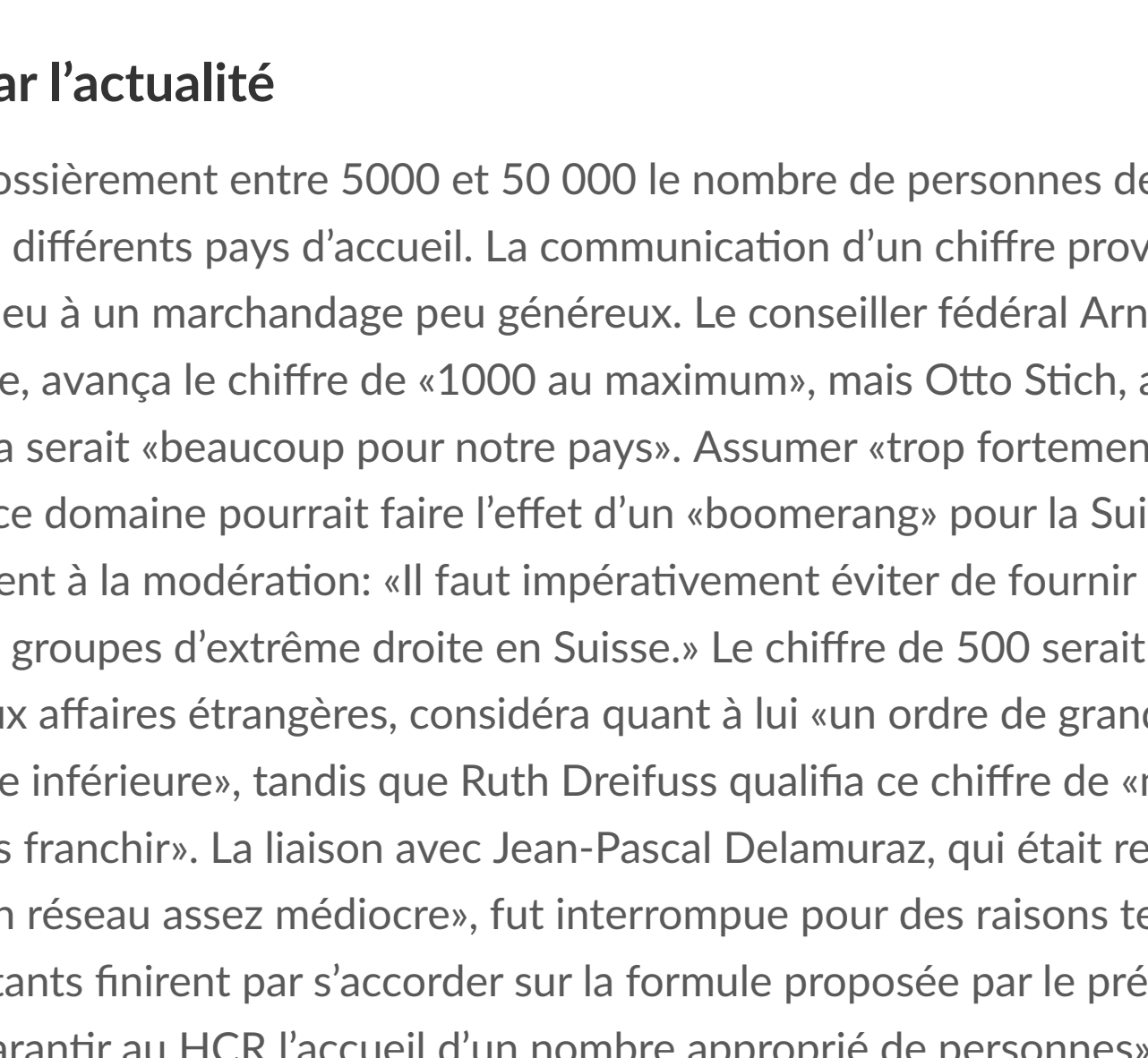
Au cours de cette discussion, le conseiller fédéral Flavio Cotti, chef du Département fédéral des affaires étrangères, souligna la nécessité d'évoquer également «les aspects positifs de la politique menée par la Suisse à l'époque». Arnold Koller, à la tête du Département fédéral de justice et police, fit remarquer qu'en tant que juriste, il éprouvait quelques difficultés avec le terme «excuses», mais finit par se laisser convaincre que ce mot devait être «interprété comme un terme de la langue courante». Les réactions des deux membre socialistes du Conseil fédéral sont également intéressantes. Otto Stich parla d'une «question épineuse» et précisa que ces excuses ne signifiaient pas «que nous pourrions à l'avenir accueillir tous les réfugiés». Ruth Dreifuss estima en revanche que la tragédie résidait dans le fait que les personnes touchées n'étaient plus là pour accepter ces excuses. Elle fut toutefois reconnaissante à Villiger pour cette démarche: «C'est une bonne chose pour le pays.»



Le souvenir de la fin de la Seconde Guerre mondiale suscita bon nombre de débats au sein du Conseil fédéral. Wikimedia / Chancellerie fédérale suisse

En 1995, plusieurs membres du Conseil fédéral s'exprimèrent publiquement quant au rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Le 3 avril, lors d'une commémoration du 100^e anniversaire du consul général suisse Carl Lutz à Budapest, Flavio Cotti qualifia de «héros véritable, quoique secret» celui qui, en 1944, avait sauvé de la déportation dans les camps d'extermination des dizaines de milliers de juives et de juifs de Hongrie en leur délivrant des passeports et des lettres de protection. Cotti estima que le courage de Lutz engageait la politique de l'époque à tenir «en haute considération notre responsabilité éthique: par une aide humanitaire généreuse, par le soutien des démunis en Suisse et dans le monde ou encore par une politique décidée en faveur des droits de l'homme qui aille au-delà des simples déclarations.»

Otto Stich prit également la parole le 7 mai, en prononçant un discours de bienvenue lors de la cérémonie organisée en soirée dans la cathédrale de Berne. «Il aurait été préférable de faire preuve de moins de complaisance et de davantage de courage moral», fut le bilan dressé par le ministre des Finances au sujet de l'attitude des autorités suisses pendant le conflit. Le 8 mai, Ruth Dreifuss finit elle aussi par s'exprimer lors d'une cérémonie commémorative organisée par le Parti socialiste à Thoune. «Sans regard critique et autocritique sur le passé, les erreurs d'hier nous rattrapent dans le monde transformé d'aujourd'hui», déclara-t-elle. Selon elle, l'héritage laissé par les victimes aux générations suivantes est l'obligation de «protéger, où que nous soyons, la dignité indivisible des humains et les droits de l'homme contre leurs ennemis.»

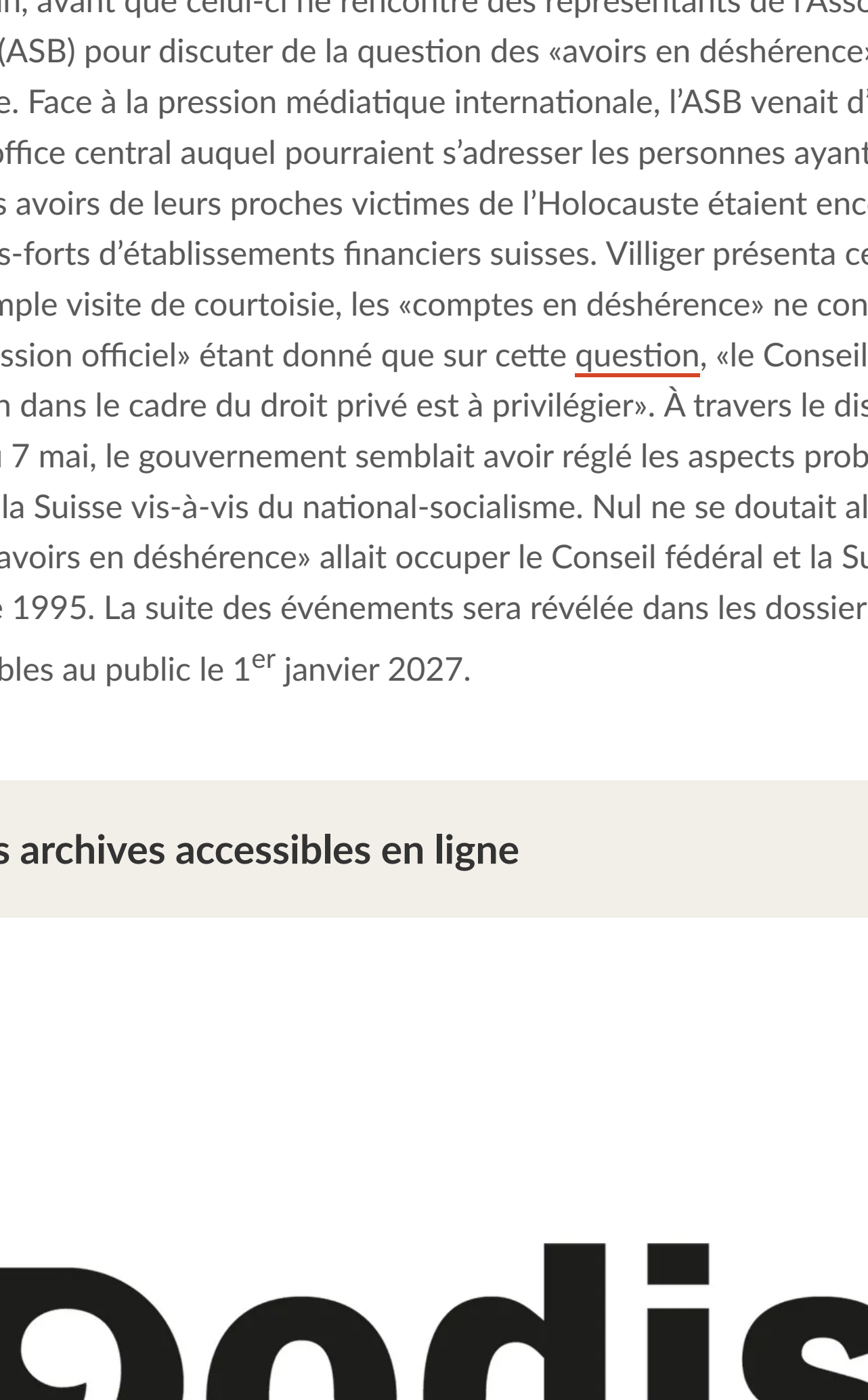


Après une certaine réserve initiale, de plus en plus de membres du Conseil fédéral s'exprimèrent au sujet de la fin de la guerre en 1945. Ce fut aussi le cas de Ruth Dreifuss, photographiée ici en 1993 à Thoune. Musée national suisse / ASL

Le président de la Confédération ne se contenta pas non plus de ses excuses historiques le 7 mai. Villiger aborda aussi les enseignements pouvant être tirés de l'histoire. À son sens, «le fait d'avoir été épargnés par le conflit nous place devant le dilemme d'agir pour ce que qui s'est passé au cours de la Seconde Guerre mondiale ne puisse plus jamais se reproduire.» Si l'on interprète cet impératif comme une manière de penser d'ores et déjà la politique restrictive menée à l'époque en matière de réfugiés, une occasion de démontrer la générosité de la Confédération dans ce domaine ne tarda pas à se présenter. Cette année-là, en pleine vacances d'été, les membres du Conseil fédéral furent en effet convoqués à une conférence téléphonique. Les offensives serbes contre les zones de Bosnie orientale sous la protection de l'ONU et la reconquête de la Krajina par les Croates poussèrent des centaines de milliers de personnes à fuir. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) demanda à la Suisse d'accueillir un contingent supplémentaire, encore à déterminer, de personnes déplacées par la guerre en ex-Yougoslavie.

Rattrapés par l'actualité

On évaluaient différemment entre 5000 et 50 000 le nombre de personnes devant être réparties entre différents pays d'accueil. La communication d'un chiffre provisoire pour la Suisse donna lieu à un marchandage peu généreux. Le conseiller fédéral Arnold Koller, en charge de l'asile, avança le chiffre de «1000 au maximum», mais Otto Stich, aux finances, avertit que cela serait «beaucoup pour notre pays». Assumer «trop fortement un rôle moteur» dans ce domaine pourrait faire l'effet d'un «boomerang» pour la Suisse. Adolf Ogi appela également à la modération: «Il faut impérativement éviter de fournir des arguments électoraux aux groupes d'extrême droite en Suisse.» Le chiffre de 500 serait envisageable. Flavio Cotti, aux affaires étrangères, considéra quant à lui «un ordre de grandeur de 1000 comme la limite inférieure», tandis que Ruth Dreifuss qualifia ce chiffre de «minimum absolu à ne pas franchir». La liaison avec Jean-Pascal Delamuraz, qui était relié par un «Natel D sur un réseau assez médiocre», fut interrompue pour des raisons techniques. Les conseillers restants finirent par s'accorder sur la formule proposée par le président, qui consistait à «garantir au HCR l'accueil d'un nombre approprié de personnes». Ces échanges confidentiels exprimaient haut et fort ce que l'on souhaitait pourtant éviter en matière de communication publique: «Il ne faut en aucun cas», lit-on dans le procès-verbal, «donner l'impression, vu de l'extérieur, que la Suisse est très mesquine.»



Début août 1995, une manifestation fut organisée à Lausanne contre la guerre en Bosnie. Musée national suisse / ASL

Le discours de Villiger visait à apaiser les tensions politiques et mémorielles qui existaient au sein de la société suisse et qui étaient apparues au grand jour à l'approche de la cérémonie commémorative. Il ne prit sa dimension internationale que plus tard. Le 14 septembre, Villiger reçut brièvement la délégation du président du Congrès juif mondial Edgar Bronfman, avant que celui-ci ne rencontre des représentants de l'Association suisse des banquiers (ASB) pour discuter de la question des «avoirs en désérence» des victimes de l'Holocauste. Face à la pression médiatique internationale, l'ASB venait d'annoncer la création d'un office central auquel pourraient s'adresser les personnes ayant des raisons de penser que des avoirs de leurs proches victimes de l'Holocauste étaient encore conservés dans les coffres-forts d'établissements financiers suisses. Villiger présenta cette rencontre comme une simple visite de courtoisie, les «comptes en désérence» ne constituant pas un «sujet de discussion officiel» étant donné que sur cette question, le Conseil fédéral estime qu'une solution dans le cadre du droit privé est «privilégiée». À travers le discours présidentiel du 7 mai, le gouvernement semblait avoir réglé les aspects problématiques de la politique de la Suisse vis-à-vis du national-socialisme. Nul ne se doutait alors que la question des «avoirs en désérence» allait occuper le Conseil fédéral et la Suisse bien au-delà de l'année 1995. La suite des événements sera révélée dans les dossiers qui seront rendus accessibles au public le 1^{er} janvier 2027.

Nouvelles archives accessibles en ligne

Le groupe de recherche Documents diplomatiques suisses a publié sur son site Internet Dodis quelque 1700 documents historiques sur la politique étrangère suisse en 1995 le 1er janvier 2026, date correspondant au terme de la période de protection des dossiers émanant des Archives fédérales suisses. Les documents cités dans le présent article et de nombreux autres dossiers sur les relations internationales de la Suisse sont accessibles en ligne.

